



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Thunder (France) Propco III SNC

123, rue du Château
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 392-2025
Code AIOT : 0007002581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2025 dans l'établissement Thunder (France) Propco III SNC implanté LE GRAND CHEMIN CD 947 62840 Lorgies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 21/07/2025, a été réalisée dans le cadre du suivi des suites de la visite d'inspection du 08/08/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Thunder (France) Propco III SNC
- LE GRAND CHEMIN CD 947 62840 Lorgies
- Code AIOT : 0007002581

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES (nouvel exploitant de l'établissement depuis le 01 mai 2020) fonctionne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 21 juin 2005 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 10 avril 2015.

L'établissement Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES est soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510 pour ses activités d'entrepôt (le volume total des entrepôts est de 356 380 m³). Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié les seuils de classement de la rubrique ICPE n°1510. Depuis la parution de ce décret, un entrepôt couvert qui contient plus de 500 tonnes de matières combustibles et dont le volume est supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ est classé sous le régime de l'enregistrement.

L'établissement Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES passe ainsi du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement.

La société Logicor est le gestionnaire du portefeuille de Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES et la société CBRE est mandataire pour la gestion locative et technique de l'actif du site de LORGIES.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification périodiques des matériels de sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
2	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4 annexe II partiellement	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2005,	/	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 25.5.2		Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 10/04/2015, article 8	Sans objet
4	Risque foudre	AP Complémentaire du 10/04/2015, article 9 partiellement	Sans objet
7	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe 2 article 1.4 partiellement	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du site, il a été constaté que le site ne disposait pas des moyens en eaux d'extinction prescrites et ne respectait pas les distances relatives aux besoins en eaux pour les services de secours. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a contacté la cellule de prévention des risques du SDIS 62 en date du 23/07/2025, afin d'informer celle-ci de l'indisponibilité partielle des moyens d'extinction. L'exploitant a également mis en place des mesures compensatoire en attendant la remise en état des moyens (interdiction de travaux par points chaud, limitation de stockage à certaines cellules, gardiennage...). A ce jour, seule une partie de l'entrepôt est exploitée (celle à proximité des moyens en eaux opérationnels). Une mise en demeure relative aux points précités est proposée à M. le préfet .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification périodiques des matériels de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/08/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

« L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. » [...]

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/08/2024:

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 05/08/2024, les éléments suivants :

- Rapport du dernier contrôle des BAES en date du 20/06/2024: il est fait mention de plusieurs non-conformités, l'exploitant a transmis le bon de commande pour les travaux de remise en conformité associés datant du 15/07/2024.
- Rapport du dernier contrôle de désenfumage en date du 27/09/2024: il est fait mention de plusieurs non-conformités, l'exploitant a transmis le bon de commande pour les travaux de remise en conformité associés datant du 09/07/2024.
- Rapport du dernier contrôle des portes coupe-feu en date du 27/09/2024: il est fait mention de plusieurs non-conformités, l'exploitant a transmis le bon de commande pour les travaux de remise en conformité associés datant du 09/07/2024.
- Rapport du dernier contrôle des 3 poteaux incendie du site statuant sur leur bon fonctionnement et leur bon état en date du 31/07/2024. Néanmoins, le rapport fait mention d'un débit inférieur à 60m³/h à 1 bar pour les poteaux incendie 1 et 3 (inférieur aux attendus dans la prescription de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 10/04/2015).
- Rapport de vérification des RIA en date 24/06/2024 → Fuites sur plusieurs RIA, réparées par le technicien le jour même, le rapport fait état d'un défaut sur le surpresseur.
- Portes coupe-feu: Le prochain contrôle est prévu en août 2024. Les derniers rapports de vérifications en 08/2023 et 08/2022 contiennent plusieurs remarques sur des portes, pas d'attestation de travaux transmis (selon l'exploitant, le locataire a fait les travaux mais celui-ci n'a pas de justificatifs.) Le nombre de portes coupe-feu diffère entre les rapports transmis de 2022 et 2023
- Extincteurs: L'exploitant a demandé les rapports de vérifications à l'ancien locataire mais reste à ce jour sans retour de sa part. Un bon de commande de CBRE en date du

23/07/2024 a été transmis par l'exploitant, mais pas de rapport de vérification associé. L'exploitant a transmis un extrait du registre de sécurité (Vérif EXTINCTEUR 2023) mentionnant la vérification annuelle des extincteurs en date du 12/09/2023.

- SSI : Le rapport du dernier contrôle réalisé le 14/11/2023 mentionne que le système en partie 3 est hors service et que 207 points sont en dérangement à l'arrivée du technicien lors du contrôle. Une première intervention a eu lieu le 16/02/2024 par société de contrôle et l'installateur qui a envoyé un devis le 25/03/2024 pour remise en état. La commande a été passée le 23/07/2024.

Lors de la visite du 08/08/2024, l'Inspection a pu vérifier, par sondage, la présence des étiquettes de contrôles sur les extincteurs, RIA, commandes de désenfumage, portes coupe-feu: celles-ci correspondaient aux dates des rapports transmis. Seules les cellules A1,A2,A3,D1,D2 et C1 sont équipées d'extincteurs (dernières cellules occupées par le dernier locataire), l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir déjà procédé à une demande de devis auprès d'un organisme pour équiper le reste des cellules, néanmoins celui-ci souhaite attendre l'arrivée d'un nouveau locataire pour procéder à la commande afin d'équiper les cellules en adéquation avec les matières stockées par le nouveau locataire. (A ce jour les cellules ne sont plus exploitées depuis le 19/07/2024.)

A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments suivants par courriel du 09/08/2024:

- Rapport du dernier contrôle des extincteurs en date du 02/08/2024, celui-ci ne fait pas mention de non-conformité à la suite du contrôle (extincteurs remplacés pendant le contrôle si nécessaire)
- Rapport du dernier contrôle du désenfumage en date du 01/08/2024, celui-ci fait mention de plusieurs non-conformité, l'exploitant a indiqué dans son courriel procéder à une commande pour la remise en état.

Par courriel du 27/09/2024, l'exploitant a informé le service d'inspection avoir sollicité un prestataire pour le contrôle des poteaux incendies. Celui-ci est également en attente du listing des équipements (notamment BAES et portes) de la part de ses prestataires.

Constats de la visite d'inspection du 21/07/2025:

L'exploitant a transmis pour courriel à l'Inspection en date du 10/12/2024 et du 17/07/2025, les éléments relatifs aux contrôles des moyens de sécurité incendie. Il a également apporté des éléments de réponses aux observations des rapports de vérification en séance. Ces éléments sont les suivants:

- BAES: Rapport de vérification des BAES en date du 25/06/2025 avec présence de plusieurs observations, celles-ci ont fait l'objet d'une demande d'intervention de l'exploitant pour remise en état de plusieurs blocs.
- Désenfumage: Rapport de vérification du système de désenfumage en date du 01/08/2024 dans lequel il est fait mention de plusieurs observations (vitres cassées, vérin HS...). Ces observations ont fait l'objet de demandes de travaux pour lesquelles, l'exploitant a transmis les procès verbaux d'intervention et courriel qui concluent à la bonne réalisation des travaux permettant la levée des observations.
- Portes coupe-feu: Rapport de vérification des portes coupe-feu en date du 28/10/2024 dans lequel il est fait mention de plusieurs observations. L'exploitant a transmis le bon de commande pour la réparation des portes relatif aux observations du rapport de vérification des portes coupe-feu en date du 28/10/2024, ainsi que le contrat de maintenance des portes et quais. L'exploitant a informé en séance que la prochaine vérification périodique était programmée fin octobre 2025.
- Poteaux incendie: Rapports de vérification des débits/pression des 3 poteaux incendie en date du 31/07/2024 et du 05/11/2024. Les rapports concluent à un manque de débit /pression sur 2

<p>poteaux (n°1 et 3).</p> <p>- RIA: Rapport d'intervention de remise en état du surpresseur en date du 10/10/2024, concluant à une installation fonctionnelle.</p> <p>- SSI: Rapport d'intervention de mise en service en date du 05/12/2024. L'exploitant a informé l'Inspection que l'intervention pour contrôler l'installation était prévue en août 2025.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'Inspection a informé l'exploitant qu'en cas d'indisponibilité de moyens d'extinction sur le site, celui-ci devait prévenir la cellule prévention des risques du SDIS 62, qui est en charge d'informer tous les sites d'intervention de la situation. L'exploitant s'est engagé en séance à prévenir dans les plus brefs délais celle-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection les justificatifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> → Rapport d'intervention pour remises en état BAES → Rapport d'intervention de remise en état des portes coupe-feu → Porte coupe-feu : transmettre le rapport du prochain contrôle (prévu en 2025) → Extincteurs : transmettre le dernier rapport de contrôle (réalisé en 2025) → RIA : transmettre le dernier rapport de contrôle (réalisé en 2025) → SSI : transmettre le dernier rapport de contrôle (prévu en 2025)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Moyens de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment d'une défense contre l'incendie qui doit être assurée de telle sorte que les sapeurs pompiers puissent disposer durant deux heures, d'un débit d'extinction minimal de 360 m³/heure, soit un volume total de 720 m³ d'eau, dans un rayon de 150</p>

mètres, par les voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre.
Cette prescription est réalisée :

- par 3 poteaux incendie (un poteau incendie implanté au sud du bâtiment D, un autre au Nord du site près de la réserve de 120 m³ et un dernier près du parking PL) de 100 mm normalisés et susceptible d'assurer un débit de 60 m³/h (3*60=180 m³/h) , pendant 2 heures, sous une charge restante de 1 bar. Cet hydrant est implanté en bordure d'une voie accessible aux engins d'incendie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et à 100 m au plus du risque. Ce débit d'eau ne doit pas être diminué par le fonctionnement des RIA.

- par une réserve incendie de 480 m³ (située à proximité des bâtiments A et D) réalisée conformément à la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

Cette réserve est accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 130 kN, implantée à plus de 30 mètres des bâtiments. Auprès de cette réserve, il est aménagé une plate forme d'aspiration de 128 m² (16 x 8 m) minimum accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 130 kN, comprenant deux puisards d'aspiration de diamètre 1000 mm minimum avec carré de manœuvre, vanne d'ouverture / fermeture et système de vidange des eaux. Ces puisards ont une contenance minimum de 4 m³.

- par une seconde réserve incendie d'un volume de 120 m³ au Nord du site. Elle est pourvue d'une signalisation et d'un raccord normalisé de type poteau d'aspiration avec raccords tournants sans coquille pour une hauteur d'aspiration inférieure à 8 m.

L'exploitant doit veiller à ce que les eaux de ruissellement ne viennent pas polluer les réserves incendie en toute circonstance.[...]

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 08/08/2024:

L'inspection a pu constater sur le site la présence des éléments suivants:

- Trois poteaux incendie accessibles aux engins incendie et répartis sur le site.
- Une réserve d'eau située entre les bâtiments A et D: le volume de 480m3 de cette réserve n'est pas indiquée et l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier du volume d'eau disponible. Cette réserve est grillagée sur toute sa périphérie, elle dispose de deux puisards d'aspiration à l'extérieur de l'enceinte grillagée accessibles aux engins incendie par la voie carrossable. L'entretien de l'espace vert à l'intérieur de l'enceinte est à réaliser.
- Une réserve d'eau située entre les bâtiments au nord du site: le volume de 120m3 de cette réserve n'est pas indiquée et l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier du volume d'eau disponible. Cette réserve est grillagée sur toute sa périphérie, elle dispose d'un

poteau d'aspiration à l'extérieur de l'enceinte grillagée accessible aux engins incendie par la voie carrossable. L'entretien de l'espace vert à l'intérieur de l'enceinte est à réaliser.

L'exploitant a informé le service d'inspection par courriel du 27/09/2024 avoir passé commande à un prestataire pour réaliser l'entretien des espaces verts autour des bassins, la pose de signalisation (capacité) et la mise en place d'un système de contrôle de la disponibilité des volumes d'eau.

Constats de la visite d'inspection du 21/07/2024:

En date du 17/03/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection un certificat attestant de la capacité des 2 bassins du site respectivement 590m3 et 133m3 supérieurs aux volumes prescrits.

Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté la réalisation des travaux concernant la signalisation avec la capacité sur le bassin de 480m3. Il a également été constaté que celui-ci était rempli en eau et les espaces verts entretenus. Le bassin de 120m3 quant à lui est vide et l'entretien des espaces n'a pas été réalisé.

En séance l'Inspection a demandé si l'exploitant avait averti la cellule de prévention des risques du SDIS 62 de l'indisponibilité des volumes en eau. L'exploitant a indiqué ne pas l'avoir réalisé et s'est engagé en séance à avertir le SDIS62 de la situation. L'exploitant s'est également engagé en séance à mettre en place des mesures compensatoires au vu de l'indisponibilité des volumes d'eaux d'extinction prescrits. A ce jour, les seules cellules occupées sont celles proches du bassin de 480m3 en eau et du poteau incendie ayant un débit respectant les 60m3/h.(cf constats du point 1)

Les distances qui séparent les points d'approvisionnement en eaux d'extinction les plus proches, avec la réserve incendie de 120m3 en passant par les voies carrossables nord et sud des bâtiments sont respectivement de 350 et 520m.

L'exploitant a transmis par courriel du 23/07/2025 les éléments suivants:

- transmission du courriel adressé à la cellule de prévention des risques du SDIS 62 qui avertit de l'indisponibilité des volumes d'extinction en eaux requis et précise les moyens d'extinction réels sur le site (distance, nombre de poteaux, débit...)
- mesures compensatoires prises suite à l'indisponibilité partielle des ressources en eaux:

- Consigne officielle d'interdiction de travaux par points chauds dans les locaux.
- Limitation du stock (plan d'implantation des stocks, justifiant l'absence de produits dans les cellules inoccupées et non louées situées à proximité du bassin en façade arrière)
- Contrats relatifs au gardiennage, à la télésurveillance (alarme et intrusion sur site)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments de justification suivants:

- Réalisation de l'entretien des espaces verts du bassin de 120m3
- Réalisation des travaux de réfection du bassin de 120m3 et remise en eau de celui-ci (proposition de mise en demeure - délai de 2 mois)
- Respect des distances prescrites concernant la disponibilité des volume d'eaux d'extinction (rayon de 150m par les voies carrossables) ou demande d'aménagement à l'arrêté préfectoral

complémentaire du 10/04/2015 (avec tous les éléments d'appréciation à l'appui).(proposition de mise en demeure - délai de 6 mois) - Consignes, contrat de gardiennage, certificat de formation en lien avec les mesures compensatoires
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2015, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage bâtiment
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 25.11.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 2005 référencé « DCVC-EIM-GM-N°2005-128 » est modifié comme suit :</p> <p>« Le stockage est effectué de manière à ce que toutes les issues soient largement dégagées.</p> <p>Les stockages sont disposés de manière à éviter les effets « cheminée ».</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie ne doivent pas être stockées dans la même cellule.</p> <p>De plus, les matières dangereuses doivent être stockées dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées au rez de chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.</p> <p>Les stockages extérieurs de déchets, de matières combustibles... ne doivent pas se situer à moins de 10 mètres des façades des bâtiments.</p> <p>Les marchandises entreposées en masse (sacs, palettes, etc...) forment des blocs limités de la façon suivante pour les entrepôts existants A et B :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surface maximale des blocs au sol : 1000 m² - hauteur maximale du stockage : 5,5 mètres - espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0,8 mètre - espaces entre deux blocs : 1 mètre - chaque ensemble de 4 blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 mètres <ul style="list-style-type: none"> • un espace minimal de 0,90 mètre est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs. <p>Toutefois, dans le cas de la zone de stockage par palettier, ces conditions ne sont pas applicables.</p> <p>Dans les entrepôts C et D, les stockages ont une surface maximale de 500 m² et sont distants de 2</p>

<p>m, la hauteur de stockage est distante de 1 m de la toiture à la sablière et reste inférieure à 8 m.</p> <p>Ces conditions sont applicables dans le cas des zones de stockage par palletier. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté que l'ensemble des issues de secours étaient dégagées et la présence d'un couloir d'accès laissé libre pour chacune d'entre elles. Le stockage est effectué en masse dans les cellules et respecte les dimensions maximales prescrites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Risque foudre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2015, article 9 partiellement</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En date du 16/07/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel, les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certificat de conformité des travaux de protection contre la foudre en date du 08/10/2024 - Rapport de vérification de l'installation de protection contre la foudre, avec attestation de conformité en date du 07/11/2024. <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4 annexe II partiellement</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Séparateurs hydrocarbures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En date du 17/07/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'intervention de la société extérieure ayant réalisé l'entretien et la vidange et curage du séparateur hydrocarbure et</p>

des canalisations. Dans ce rapport, il est fait mention d'un problème d'alimentation de la pompe EU. En séance, l'exploitant a expliqué qu'il s'agissait d'un problème électrique sur la pompe de la station de relevage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'Inspection le rapport d'intervention sur la pompe EU.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2005, article 25.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.
Constats : En date du 17/07/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de vérification des installations électriques et le certificat Q18 en date du 12/12/2024. Le rapport fait mention de plusieurs observations et les conclusions du certificat sont : "Nous déclarons que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". Lors de la visite d'inspection l'exploitant a informé l'Inspection qu'il planifiait dans les mois à venir, la réalisation d'un contrôle électrique par thermographie infrarouge (Q19).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira à l'Inspection les éléments justifiant les actions mises en œuvre concernant la prise en compte des observations du rapport de vérification en date du 12/12/2024. (plan d'actions, devis, PV de travaux, rapport de vérification...). Il transmettra également le rapport de vérification du Q19 après intervention de l'organisme de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe 2 article 1.4

partiellement
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En date du 17/07/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection un état des stocks en date du 07/07/2025 comme demandé par l'Inspection. Dans l'état des stocks figurent les quantités par rubrique et par cellule.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé la disponibilité de l'état des stocks à tout instant et à distance via un logiciel interne.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite